

REPUBLIQUE DU BURUNDI



**MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE LA
PLANIFICATION ECONOMIQUE**

**RAPPORT D'EXECUTION DU BUDGET DE
L'ETAT DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2019/2020**

Bujumbura, Septembre 2020

Table des matières

Table des matières	2
Liste des graphiques	3
Liste des annexes	3
INTRODUCTION	4
I. REALISATIONS DES RESSOURCES PROPRES HORS EXONERATIONS (BASE CAISSE)	4
Graphique1: Comparaison des réalisations des années 2018/2019 et 2019/2020	5
I.1. Recettes fiscales hors exonérations	5
Graphique 2: Vue Synoptique des réalisations des principales composantes des recettes fiscales des années 2018/2019 et 2019/2020.....	6
I.2. Recettes non fiscales	7
I.3. Les dons projets.....	7
II. ETAT D'EXECUTION DES DEPENSES HORS CHARGES COMMUNES ET EXONERATIONS....	8
II.1. Exécution du budget au niveau global hors charges communes et exonérations	8
II.2. Analyse de l'état d'exécution des dépenses par grande masse.....	8
II.2.1. Les salaires et traitements.....	8
II.2.2. Les biens et services.....	8
II.2.3. Les transferts courants et subsides	9
II.2.4. Investissements sur ressources nationales.....	9
III. Evolution du Compte Général du Trésor.....	9
Graphique 3: Evolution du Compte Général du Trésor.....	9
IV. Exonérations réalisées à la fin de l'exercice budgétaire 2019/2020.....	10
Tableau : Evolution des Exonérations réalisées à la fin de l'exercice budgétaire 2019/2020.....	11
ANNEXES.....	12

Liste des graphiques

Graphique 1 : Comparaison des réalisations des années 2018/2019 et 2019/2020

Graphique 2 : Vue synoptique des réalisations des principales composantes des recettes fiscales des années 2018/2019 et 2019/2020

Graphique 3 : Evolution du solde du compte du trésor de l'année 2019/2020

Liste des annexes

Tableau 1. Exécution des salaires à la fin de l'année 2019/2020

Tableau 2. Exécution des biens et services à la fin de l'année 2019/2020

Tableau 3. Exécution des transferts courants à la fin de l'année 2019/2020

Tableau 4. Exécution des investissements sur ressources nationales à la fin de l'année 2019/2020

INTRODUCTION

Dans le cadre des réformes entreprises par le Gouvernement du Burundi relatives à la gestion des finances publiques, le Ministère des Finances, du Budget et de la Coopération au Développement Economique s'est engagé à produire des rapports trimestriels et annuels sur l'état d'exécution du budget de l'Etat conformément à la Loi n°1/35 du 04 décembre 2008 relative aux finances publiques. Le présent rapport concerne l'exécution du budget de l'Etat pour l'exercice budgétaire 2019/2020.

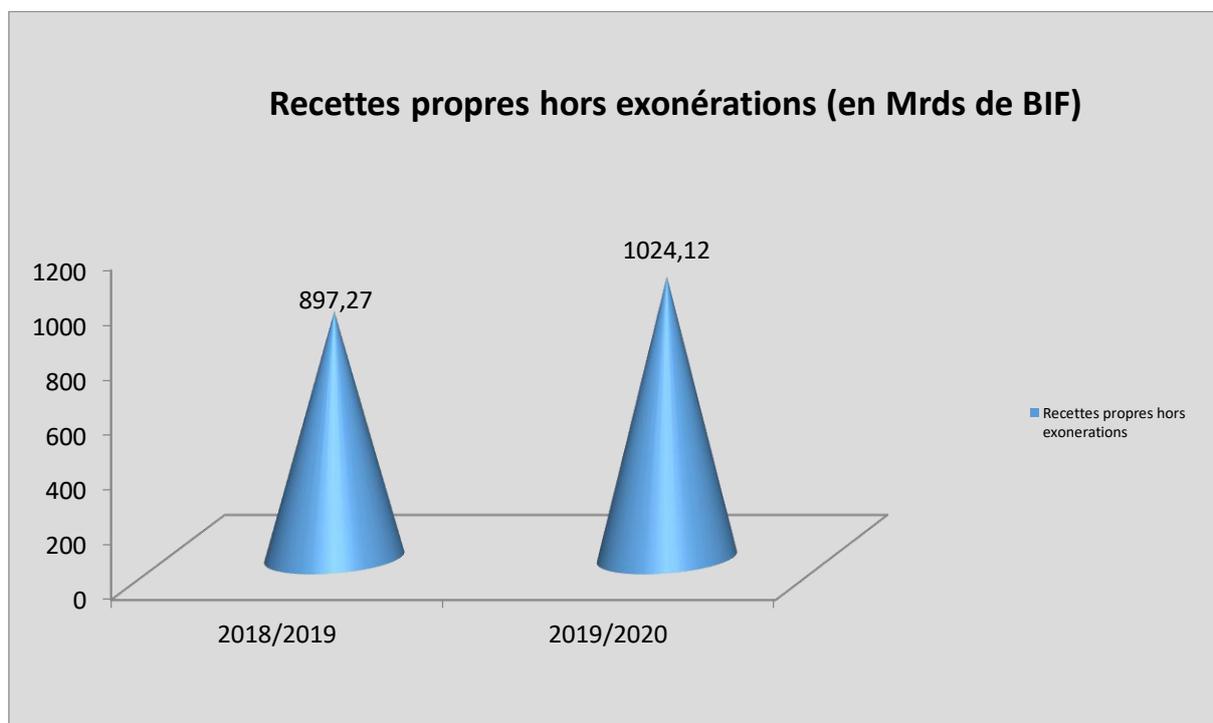
La première partie de ce rapport décrit les réalisations des recettes propres (recettes fiscales et non fiscales) et dons. La deuxième partie montre l'état d'exécution des dépenses hors charges communes et exonérations selon les chapitres de la nomenclature économique à savoir les salaires, l'achat des biens et services, les transferts et subsides ainsi que les investissements sur ressources nationales.

I. REALISATIONS DES RESSOURCES PROPRES HORS EXONERATIONS (BASE CAISSE)

Sur un montant de **908 846 641 823 FBU** de recettes propres prévues pour l'exercice budgétaire 2019/2020, les services en charge de collecte des recettes ont recouvré un montant de **1 024 122 290 748 FBU** à la fin de l'année 2019/2020, soit un taux de réalisation de **112,7%**

Au cours de cette période de 2018/2019; sur **802 213 728 548 FBU** de prévision, un montant de **897 276 115 826 FBU** avait été collecté, soit un taux de réalisation de **111,9%**. En glissement annuel, nous enregistrons une augmentation de **14,1%** entre les deux années. Cette situation s'explique par la hausse des recettes fiscales, essentiellement les impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital ainsi que les impôts sur les biens et services.

Graphique1: Comparaison des réalisations des années 2018/2019 et 2019/2020



Source : Nos traitements à partir des données des années 2018/2019 et 2019/2020

I.1. Recettes fiscales hors exonérations

Les recettes fiscales comprennent les impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital, les impôts sur les biens et services ainsi que les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales. A la fin de l'exercice budgétaire 2019/2020, nous avons collecté un montant de **921 475 068 151 FBU** sur une prévision de **854 949 655 518 FBU**, soit un taux de réalisation de **107,8%**. En glissement annuel, nous enregistrons une augmentation de **11,9 %** par rapport à l'année 2018/2019. Sur **740 830 610 145 FBU** de prévision ; **823 521 817 831 FBU** ont été recouverts à la fin de l'exercice budgétaire 2018/2019, soit un taux de réalisation de **111,2%**.

➤ Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital

Ce type d'impôts enregistre un taux de réalisation de **113,1%** à la fin de l'exercice budgétaire 2019/2020, soit un recouvrement d'un montant de **231 782 495 419 FBU** sur **204 911 979 723 FBU** prévus dans la Loi de Finances 2019/2020.

A cette même date de 2018/2019, sur **177 937 338 337 FBU** prévus dans la Loi de Finances 2018/2019 ; **217 041 952 200 FBU** étaient déjà recouverts à la fin de l'exercice budgétaire 2018/2019. En glissement annuel, ce poste enregistre une augmentation de **6,8 %** entre les deux années. Cette situation est due essentiellement à la hausse de l'impôt sur le revenu payé par les sociétés et autres Entreprises.

➤ Impôts sur les biens et services

Le taux de réalisation des impôts sur les biens et services à la fin de l'exercice budgétaire 2019/2020 est de **106,2%**. Sur un montant de **556 958 099 084 FBU** prévu dans la Loi de Finances 2019/2020 ; **591 673 610 716 FBU** étaient recouverts à la fin de cette période grâce à la collecte des impôts généraux sur les biens et services (TVA intérieure et taxes de transactions) et des droits d'accises.

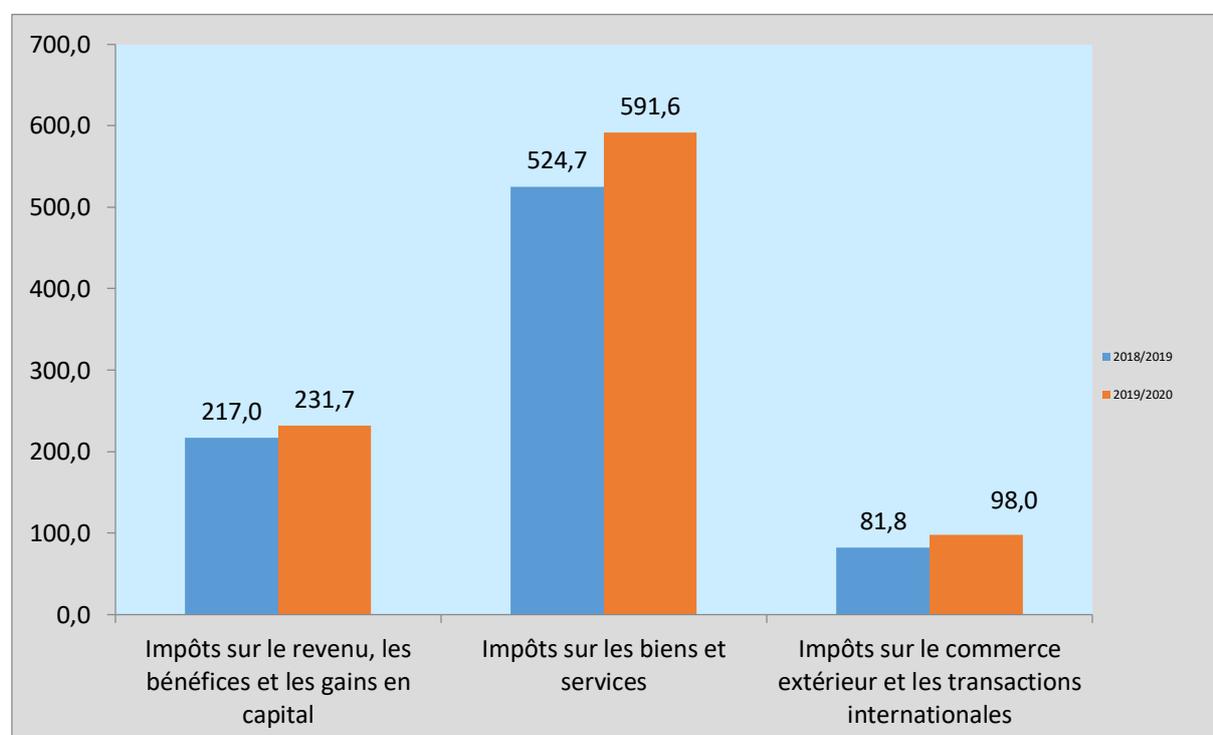
En 2018/2019, sur un montant de **464 802 236 591 FBU** prévu dans la Loi de Finances ; **524 680 718 841 FBU** étaient recouverts à cette même période, soit un taux de réalisation de **112,9%**. En glissement annuel, nous enregistrons une augmentation de **12,8%** entre les deux périodes.

➤ Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales

Le taux de réalisation à la fin de l'exercice budgétaire 2019/2020 pour ce type d'impôt est de **105,3%**. Sur un montant de **93 079 576 711 FBU** prévu dans la Loi de Finances 2019/2020; **98 018 962 016 FBU** étaient déjà recouverts à la fin de cette période.

En 2018/2019, le taux de réalisation était évalué à **83,4%** à la fin de cette période. Sur un montant de **98 091 035 217 FBU** prévu dans la Loi des Finances ; **81 799 146 790 FBU** étaient déjà recouverts. En glissement annuel, nous enregistrons une augmentation de **19,8%** entre les deux périodes.

Graphique 2 : Vue synoptique des réalisations des principales composantes des recettes fiscales des années 2018/2019 et 2019/2020



Source : Nos traitements à partir des données des années 2018/2019 et 2019/2020

I.2. Recettes non fiscales

A la fin de l'exercice budgétaire 2019/2020, le taux de réalisation des recettes non fiscales est de **190,5%**. Sur un montant de **53 896 986 305 FBU** prévu dans la Loi de Finances 2019/2020 ; **102 647 222 597 FBU** étaient déjà recouverts.

En 2018/2019, ce taux s'élevait à **120,2%** à cette même date. Sur un montant de **61 383 118 403 FBU** prévu dans la Loi de Finances 2018/2019 ; **73 754 297 995 FBU** étaient déjà recouverts à cette date. En glissement annuel, nous enregistrons une augmentation de **39,2%**. Cette situation s'explique essentiellement par l'augmentation des revenus de la propriété par rapport à celles de l'année précédente ainsi que les revenus administratifs.

I.3. Les dons projets

L'exécution des dons projets ne passe pas dans le progiciel intégré de gestion et suivi des finances publiques qui centralise la préparation, le suivi et l'exécution du budget de l'Etat. Les informations en rapport avec les dons projets sont alors collectées auprès des partenaires.

Signalons que les données exhaustives sur l'exécution des dons projets sont disponibles trois (3) mois après la clôture de l'exercice budgétaire.

Les données provisoires à notre disposition sont les suivantes :

Le montant du portefeuille de la **Banque Mondiale** aux projets d'investissement Nationaux et Régionaux est de **795.3M USD**. Le taux d'exécution pour l'exercice budgétaire 2019/2020 est de **12.8%**, soit un décaissement d'un montant de **102.24M USD** à la fin de cette période, tandis que le taux de réalisation de l'ensemble du portefeuille se positionne à **26,6%** pour les projets nationaux et **18,4%** pour les projets régionaux, soit au total **45%** déjà décaissé.

Le portefeuille de la **Banque Africaine de Développement (BAD)** au Burundi est de **400.99M USD**. A la fin de l'exercice 2019/2020, le montant décaissé est de **27,5M USD**, soit **6,9%** décaissé à la fin de cette période. Le taux de décaissement cumulé du portefeuille actif au 30 juin 2020 est de **33,51%**.

Pour le **Fonds International de Développement Agricole (FIDA)**, le taux de décaissement est de **82%** de l'ensemble de son portefeuille au Burundi. Sur **374M USD** des dons projets reçus, les réalisations ont été évaluées à **187,41 M USD**, soit un taux d'exécution de **50.1%** à la fin de 2019/2020.

II. ETAT D'EXECUTION DES DEPENSES HORS CHARGES COMMUNES ET EXONERATIONS

Cette section est consacrée à la présentation succincte de l'état d'exécution des dépenses de l'Etat à la fin de l'exercice budgétaire 2019/2020 suivant la classification économique des dépenses par Ministère et Institution.

Les annexes de ce rapport montrent de manière détaillée l'état d'exécution du budget de l'Etat à la fin de l'exercice budgétaire 2019/2020 par Ministère/Institution. Il est à signaler que nous faisons l'analyse de l'état d'exécution du budget de l'Etat hors charges communes et exonérations. Enfin, nous présenterons une analyse succincte des exonérations accordées à la fin de cette période.

II.1. Exécution du budget au niveau global hors charges communes et exonérations

Au niveau global, le taux d'engagement du budget de l'Etat hors charges communes et exonérations à la fin de l'exercice budgétaire 2019/2020 est de **98,5%**. Au-delà de cette exécution globale, nous allons analyser l'exécution par nature économique détaillée de ce taux d'exécution global.

Les tableaux en annexe du présent rapport nous montrent l'exécution du budget de l'Etat hors charges communes et exonérations à la fin de l'exercice budgétaire 2019/2020 par nature économique de la dépense (Salaires et traitements, Biens et services, transferts et subsides ainsi que les dépenses d'investissements sur ressources nationales).

II.2. Analyse de l'état d'exécution des dépenses par grande masse

II.2.1. Les salaires et traitements

Le taux d'exécution des salaires et traitements est de **103,7%** à la fin de l'exercice budgétaire 2019/2020. Ce dépassement des salaires du personnel civil par Ministère est dû essentiellement à : La non maîtrise de l'impact budgétaire du remplacement du personnel et au niveau du recrutement, la régularisation du personnel, l'effet induit par la nouvelle structure mise en place par le décret n°100/037 du 19 avril 2018 portant révision du décret n°100/29 du 18 septembre 2015 portant structure, fonctionnement et missions du Gouvernement de la République du Burundi. Au niveau interne des Ministères, cette nouvelle structure du Gouvernement a impacté le niveau des salaires aux Ministères d'accueil suite au déplacement de certains fonctionnaires vers d'autres ministères qui n'a pas été consécutif au transfert direct des salaires de ces fonctionnaires ; etc.

Sur un crédit prévu d'un montant de **441 719 492 390 FBU ; 458 187 634 594 FBU** étaient exécutés. Le tableau 1 en annexe montre l'état d'exécution des salaires et traitements par Ministère et Institution à la fin de cette période.

II.2.2. Les biens et services

Le taux d'exécution des biens et services est de **97,9%** à la fin de l'exercice budgétaire 2019/2020. Sur **186 136 410 031 FBU** de crédit prévu, **182 264 376 839 FBU** étaient déjà exécutés à la fin de cette période. Le tableau 2 en annexe montre l'état d'exécution des biens et services par Ministère et Institutions à la fin de cette période.

II.2.3. Les transferts courants et subsides

Le taux d'exécution des transferts courants et subsides est de **92,4%** à la fin de l'exercice budgétaire 2019/2020. Sur **312 742 684 022 FBU** de crédit prévu, **288 984 113 452 FBU** étaient exécutés à la fin de cette période. Le tableau 3 en annexe montre l'état d'exécution des transferts courants et subsides par Ministère et Institution à la fin de cette période.

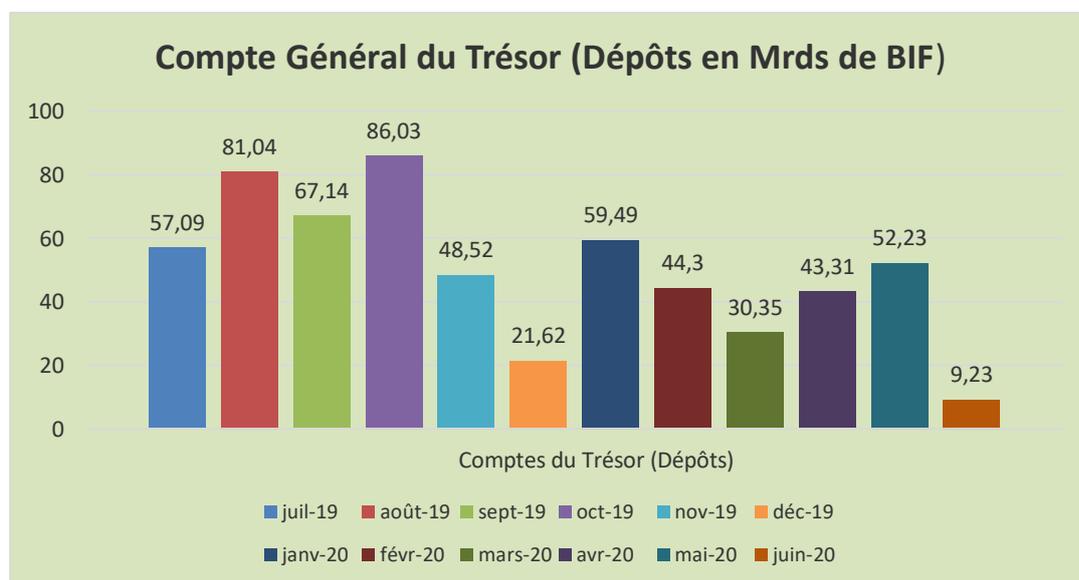
II.2.4. Investissements sur ressources nationales

Le taux d'exécution des investissements sur ressources nationales est de **96,3%** à la fin de l'exercice budgétaire 2019/2020. Sur **156 213 897 455 FBU** de crédit prévu, **150 443 161 588 FBU** étaient déjà exécutés à la fin de cette période. Cette catégorie de dépenses comprend le budget alloué aux communes (67,8 milliards de FBU). Le tableau 4 en annexe montre l'état d'exécution des investissements sur ressources propres à la fin de cette période.

III. Evolution du Compte Général du Trésor

Le solde du compte général du trésor est créditeur jusqu'à la fin de l'exercice budgétaire 2019/2020. Ce compte ayant été dorénavant consolidé, il affiche conséquemment un solde positif tout au long de cet exercice.

Graphique 3 : Evolution du solde du compte général du trésor de juillet 2019 à fin juin 2020



Source : Nos traitements à partir des données de l'exercice budgétaire 2019/2020.

IV. Exonérations réalisées à la fin de l'exercice budgétaire 2019/2020

Les exonérations accordées au cours de l'exercice budgétaire 2019/2020 sont évaluées à **191,7 milliards de FBU**. Elles ont été accordées sur une base légale suivante :

- Les exonérations accordées dans le cadre des Décrets et/ou Conventions signés avec le Gouvernement après le 31/12/2015. Il s'agit des exonérations des Droits d'Accise, de la Redevance de sureté et de la TVA sur le carburant;
- Les exonérations accordées dans le cadre des Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires ;
- Les exonérations accordées dans le cadre des accords bilatéraux et/ou multilatéraux avec les Partenaires Techniques et Financiers ;
- Les exonérations accordées dans le cadre de la Loi sur la gestion des douanes de l'EAC;
- Les avantages fiscaux accordés par des lois spécifiques à certaines personnalités par rapport aux fonctions qu'elles exercent ;
- et les incitations fiscales accordées aux investisseurs par le code des Investissements.

Le tableau ci-dessous montre la part par chaque nature des exonérations dans le total. Nous constatons que 42,74% de ces exonérations ont été accordées dans le cadre de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires, les exonérations accordées dans le cadre des accords bilatéraux et/ou multilatéraux avec les Partenaires Techniques et Financiers.

En outre, l'analyse montre clairement que les exonérations accordées dans le cadre des incitations fiscales aux investisseurs par le code des investissements représentent 19,45% des exonérations totales. Nous notons également que les exonérations accordées par des lois spécifiques à certaines personnalités par rapport aux fonctions qu'elles occupent et les décisions du Gouvernement représentent 0,12% des exonérations totales. En vue de la mise en œuvre des politiques sociales précisément dans le secteur de la santé (équipements médicaux, produits pharmaceutiques et les médicaments) et la politique agricole (intrants et produits vétérinaires), les exonérations accordées dans ces secteurs ont représenté 5,11%. De surcroit, les exonérations accordées aux Associations Sans But Lucratif et les Etablissements privés représentent 2,04% des exonérations totales.

Evolution des exonérations à la fin de l'exercice budgétaire 2019/2020

DESCRIPTION	T1_2019-2020	T2_2019-2020	T3_2019-2020	T4_2019-2020	Total	Part
ASBL et établissements privés	1 303 400 137	1 064 718 083	1 537 826 218	6 953 660 732	3 905 944 438	2,04%
Autres exonérations	111 587	10 013	106 192	228 975	227 792	0,00%
Effets personnels	40 694 679	93 093 147	99 898 758	1 737 010	233 686 584	0,12%
Financement extérieur	6 115 853 318	11 137 055 699	12 111 872 860	13 011 647 189	29 364 781 877	15,31%
Intrants agricoles	24 448 123	29 347 367	4 916 168	7 875 988	58 711 658	0,03%
Investisseurs	10 150 249 600	11 007 376 399	16 131 718 811	16 417 589 663	37 289 344 810	19,45%
Médicaments et Produits Pharmaceutiques	3 759 952 346	3 065 908 941	2 457 040 500	2 290 737 890	9 282 901 787	4,84%
Etats et ses Entités	13 735 472 821	10 530 108 060	25 071 610 590	25 250 586 375	49 337 191 471	25,73%
Organisation Non Gouvernementales	1 002 263 647	1 008 345 361	1 245 848 469	838 655 792	3 256 457 477	1,70%
Produits vétérinaires	165 769 131	187 666 700	109 334 015	82 445 638	462 769 846	0,24%
Total	36 298 215 389	38 123 629 770	58 770 172 581	58 575 944 241	191 767 961 981	100,00%

ANNEXES

Tableau 1. Exécution des salaires et traitements à la fin de l'année 2019/2020

'Libellé des 'Ministères	CREDIT 2019/2020	'EXECUTION	TAUX
01-Présidence de la République	6 568 292 703	6 538 292 692	99,5%
02-Première Vice-Présidence	429 484 668	422 484 652	98,4%
03-Deuxième Vice-Présidence	419 262 316	411 962 309	98,3%
04-Secrétariat Général du Gouvernement	99 740 953	99 419 614	99,7%
05-Assemblée Nationale	4 538 616 124	4 538 616 124	100,0%
06-Senat	2 885 122 142	2 885 122 142	100,0%
07-Cour de comptes	800 745 680	796 615 164	99,5%
08-Commission Electorale Nationale Indépendante			
09-Ministère de l'Intérieur, de la Formation Patriotique et du Développement Local	2 473 530 224	2 302 220 402	93,1%
10-Ministère de la Décentralisation et de la Réforme Institutionnelle	519 255 240	478 846 818	92,2%
11-Ministère de la Sécurité Publique et de la Gestion des Catastrophes	38 948 646 098	38 860 227 011	99,8%
12-Ministère des Affaires Etrangères	9 870 687 649	10 017 089 975	101,5%
13-Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	65 888 950 019	67 408 139 695	102,3%
14-Ministère des Finances, du Budget et de la Coopération au Développement Economique	2 857 426 775	2 042 754 763	71,5%
16-Ministère de la Justice, de la Protection Civique et Garde des Sceaux	12 910 193 213	11 876 900 522	92,0%
17-Ministère à la Présidence Chargé de la Bonne Gouvernance	524 952 386	468 811 485	89,3%
18-Ministère de la Jeunesse, des Postes et des Technologies de l'Information	274 645 741	264 850 746	96,4%
19-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi	2 413 611 532	2 165 744 602	89,7%
20-Ministère à la Présidence chargé des Affaires de la Communauté Est Africaine	380 730 924	377 654 677	99,2%
21-Ministère de la Communication et des Médias	76 397 623	90 031 477	117,8%
31-Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	546 354 658	491 207 351	89,9%

32-Ministère de l'Education, de la Formation Technique et Professionnelle	238 596 466 942	257 613 738 818	108,0%
33-Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida	37 829 749 955	37 052 363 480	97,9%
35-Ministère des Droits de la Personne Humaine, des Affaires Sociales et du Genre	1 287 888 354	1 207 356 824	93,7%
37-Ministère des Sports et de la Culture	567 500 823	520 685 826	91,8%
40-Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage	7 550 699 372	7 074 112 809	93,7%
41-Ministère du Commerce, de l'Industrie et Tourisme	595 502 581	610 042 826	102,4%
42-Ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines	524 801 784	423 848 334	80,8%
45-Ministère des Transports, des Travaux Publics, l'Equipement et de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme	1 340 235 911	1 148 493 456	85,7%
71-Institution Ombudsman			
TOTAL	441 719 492 390	458 187 634 594	103,7%

Tableau 2. Exécution des biens et services à la fin de l'année 2019/2020

Libellé des Ministères	CREDIT 2019/2020	'EXECUTION	'TAUX
01-Présidence de la République	3 650 182 943	3 095 855 783	84,8%
02-Première Vice-Présidence	635 166 578	530 853 905	83,6%
03-Deuxième Vice-Présidence	872 672 351	760 040 034	87,1%
04-Secrétariat Général du Gouvernement	1 369 437 328	1 360 602 826	99,4%
05-Assemblée Nationale	6 797 521 737	6 789 486 316	99,9%
06-Senat	3 779 914 141	3 768 429 076	99,7%

07-Cour de comptes	131 004 960	128 278 190	97,9%
08-Commission Electorale Nationale Indépendante			
09-Ministère de l'Intérieur, de la Formation Patriotique et du Développement Local	840 222 010	809 404 418	96,3%
10-Ministère de la Décentralisation et de la Réforme Institutionnelle	188 854 358	157 234 103	83,3%
11-Ministère de la Sécurité Publique et de la Gestion des Catastrophes	57 163 771 111	56 956 389 659	99,6%
12-Ministère des Affaires Etrangères	9 864 534 873	9 845 641 108	99,8%
13-Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	73 077 697 843	71 643 560 798	98,0%
14-Ministère des Finances, du Budget et de la Coopération au Développement Economique	4 038 596 839	3 915 846 419	97,0%
16-Ministère de la Justice, de la Protection Civique et Garde des Sceaux	1 601 714 749	1 595 125 944	99,6%
17-Ministère à la Présidence Chargé de la Bonne Gouvernance	112 660 834	89 994 050	79,9%
18-Ministère de la Jeunesse, des Postes et des Technologies de l'Information	251 332 939	241 194 192	96,0%
19-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi	209 306 954	208 315 086	99,5%
20-Ministère à la Présidence chargé des Affaires de la Communauté Est Africaine	687 388 188	624 108 918	90,8%
21-Ministère de la Communication et des Médias	159 304 000	147 535 944	92,6%
31-Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	163 431 559	154 889 964	94,8%
32-Ministère de l'Education, de la Formation Technique et Professionnelle	6 887 712 813	6 396 460 295	92,9%

33-Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida	4 024 970 929	3 725 373 665	92,6%
35-Ministère des Droits de la Personne Humaine, des Affaires Sociales et du Genre	1 248 542 989	1 241 945 221	99,5%
37-Ministère des Sports et de la Culture	123 999 297	110 264 145	88,9%
40-Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage	1 093 524 620	1 027 694 967	94,0%
41-Ministère du Commerce, de l'Industrie et Tourisme	215 184 803	202 183 734	94,0%
42-Ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines	355 023 133	344 743 899	97,1%
45-Ministère des Transports, des Travaux Publics, l'Equipement et de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme	6 592 735 152	6 392 924 180	97,0%
71-Institution Ombudsman			
TOTAL	186 136 410 031	182 264 376 839	97,9%

Tableau 3. Exécution des Transferts Courants à la fin de l'année 2019/2020

Libellé des Ministères	CREDIT 2019/2020	EXECUTION	TAUX
01-Présidence de la République	15 042 858 446	13 774 945 571	91,6%
02-Première Vice-Présidence	960 353 552	960 353 547	100,0%
03-Deuxième Vice-Présidence	1 403 526 579	1 387 241 575	98,8%

04-Secrétariat Général du Gouvernement	419 721 333	412 665 511	98,3%
05-Assemblée Nationale	531 243 458	531 243 458	100,0%
06-Senat	174 915 949	174 915 949	100,0%
07-Cour de comptes	49 120 937	33 539 751	68,3%
08-Commission Electorale Nationale Indépendante	27 939 266 573	27 905 354 705	99,9%
09-Ministère de l'Intérieur, de la Formation Patriotique et du Développement Local	5 586 676 984	5 466 200 983	97,8%
10-Ministère de la Décentralisation et de la Réforme Institutionnelle	701 501 310	567 864 846	80,9%
11-Ministère de la Sécurité Publique et de la Gestion des Catastrophes	3 549 554 215	3 532 618 269	99,5%
12-Ministère des Affaires Etrangères	4 261 291 039	4 174 519 318	98,0%
13-Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	8 648 541 323	8 634 546 091	99,8%
14-Ministère des Finances, du Budget et de la Coopération au Développement Economique	55 060 090 365	35 645 004 711	64,7%
16-Ministère de la Justice, de la Protection Civique et Garde des Sceaux	8 853 572 212	8 840 740 615	99,9%
17-Ministère à la Présidence Chargé de la Bonne Gouvernance	2 606 283 026	2 524 578 192	96,9%
18-Ministère de la Jeunesse, des Postes et des Technologies de l'Information	298 477 886	228 398 396	76,5%
19-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi	1 914 812 029	1 857 277 257	97,0%
20-Ministère à la Présidence chargé des Affaires de la Communauté Est Africaine	14 070 893 220	14 055 730 832	99,9%

21-Ministère de la Communication et des Médias	6 239 810 224	5 202 172 419	83,4%
31-Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	44 554 588 765	44 305 508 846	99,4%
32-Ministère de l'Education, de la Formation Technique et Professionnelle	21 411 216 463	21 264 513 411	99,3%
33-Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida	66 792 945 083	66 699 309 226	99,9%
35-Ministère des Droits de la Personne Humaine, des Affaires Sociales et du Genre	5 471 939 787	5 327 154 689	97,4%
37-Ministère des Sports et de la Culture	2 517 172 233	1 979 838 664	78,7%
40-Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage	5 919 260 269	5 804 813 489	98,1%
41-Ministère du Commerce, de l'Industrie et Tourisme	1 400 970 427	1 383 127 249	98,7%
42-Ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines	3 625 468 620	3 593 846 917	99,1%
45-Ministère des Transports, des Travaux Publics, l'Equipement et de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme	1 278 563 291	1 258 040 540	98,4%
71-Institution Ombudsman	1 458 048 424	1 458 048 425	100,0%
TOTAL	312 742 684 022	288 984 113 452	92,4%

Tableau 4. Exécution des Investissements sur Ressources Nationales à la fin de l'année 2019/2020

Libellé des Ministères	CREDIT 2019/2020	'EXECUTION	TAUX
01-Présidence de la République	4 212 604 483	4 186 761 674	99,4%
02-Première Vice-Présidence	25 345 545	23 505 780	92,7%
03-Deuxième Vice-Présidence	15 000 000	2 285 000	15,2%
04-Secrétariat Général du Gouvernement	50 000 000	49 939 960	99,9%
05-Assemblée Nationale	823 986 037	823 677 752	100,0%
06-Senat	303 871 800	303 871 800	100,0%
07-Cour de comptes			
08-Commission Electorale Nationale Indépendante			
09-Ministère de l'Intérieur, de la Formation Patriotique et du Développement Local	48 272 427 755	47 696 185 970	98,8%
10-Ministère de la Décentralisation et de la Réforme Institutionnelle	110 314 058	98 635 694	89,4%
11-Ministère de la Sécurité Publique et de la Gestion des Catastrophes	1 873 231 757	1 872 245 179	99,9%
12-Ministère des Affaires Etrangères	649 030 275	649 005 275	100,0%
13-Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	8 428 605 960	8 418 340 199	99,9%

14-Ministère des Finances, du Budget et de la Coopération au Développement Economique	6 380 674 194	6 086 334 220	95,4%
16-Ministère de la Justice, de la Protection Civique et Garde des Sceaux	1 009 000 000	996 616 008	98,8%
17-Ministère à la Présidence Chargé de la Bonne Gouvernance			
18-Ministère de la Jeunesse, des Postes et des Technologies de l'Information	256 365 624	253 855 948	99,0%
19-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi	25 890 000	25 866 178	99,9%
20-Ministère à la Présidence chargé des Affaires de la Communauté Est Africaine	20 000 000	19 985 000	99,9%
21-Ministère de la Communication et des Médias	566 500 000	543 750 900	96,0%
31-Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	40 000 000	37 488 600	93,7%
32-Ministère de l'Education, de la Formation Technique et Professionnelle	3 231 329 987	2 558 045 988	79,2%
33-Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida	5 430 205 232	2 810 558 870	51,8%
35-Ministère des Droits de la Personne Humaine, des Affaires Sociales et du Genre	557 027 156	549 070 889	98,6%
37-Ministère des Sports et de la Culture	58 000 000	57 966 000	99,9%
40-Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage	41 695 206 007	40 745 972 037	97,7%
41-Ministère du Commerce, de l'Industrie et Tourisme	304 206 634	290 684 806	95,6%
42-Ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines	27 660 619 709	27 423 940 108	99,1%

45-Ministère des Transports, des Travaux Publics, l'Équipement et de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme	4 214 455 242	3 918 571 753	93,0%
71-Institution Ombudsman			
TOTAL	156 213 897 455	150 443 161 588	96,3%